

**FINMETRIX**

# COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



# OCTOBRE 2025

BONJOUR

## INTRODUCTION

Le produit intérieur brut (PIB) du Canada est en net recul au deuxième trimestre, et les exportations de biens sont en forte baisse. Les analystes s'accordent pour dire que l'inflation est sur le point de redémarrer à la hausse aux États-Unis. L'activité économique est en perte de vitesse en Europe. Le PIB du Royaume-Uni est tombé au point mort en juillet. Et en Chine, Beijing a adopté des mesures dans l'espoir de redonner le moral aux consommateurs chinois, qui ont pris l'habitude de réduire les dépenses face aux incertitudes économiques.

Bonne lecture!

# CAD



## ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

# PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire de devises USDCAD a crû en septembre de 1.3751 à 1.3924. Selon Statistique Canada, le taux d'inflation du Canada a été de 1.9% en août ; s'approchant de la cible de 2% visée par la Banque du Canada.

À la mi-septembre, la banque centrale canadienne a diminué son taux directeur d'un quart de point de pourcentage, à 2.5%. Il s'agissait du premier recul de celui-ci depuis mars dernier. Tiff Macklem, le gouverneur de la Banque du Canada, a justifié cette baisse par « l'affaiblissement de l'économie canadienne » et par la « diminution du risque d'une prochaine hausse de l'inflation ».

De ce fait, le produit intérieur brut (PIB) canadien a enregistré une baisse de 1.6% au deuxième trimestre de 2025. Celle-ci découle en grande partie des nouveaux droits de douane imposés par les États-Unis et par la Chine, et de l'incertitude commerciale qu'ils engendrent. Les exportations de biens du Canada ont ainsi chuté de 27% durant la même période alors que le taux de chômage atteignait 7.1% au pays, près de 66 000 travailleurs ayant perdu leur emploi en août.

Le cabinet-conseil Oxford Economics estime que le Canada va frôler la récession économique dans les trimestres à venir, tant son économie lui semble « durablement faible ». Ses experts considèrent que l'incertitude persistante entourant le commerce, le ralentissement du marché du travail et l'effritement du marché immobilier représentent toujours des « risques majeurs ». À cela s'ajoute, soulignent-ils, la possibilité de prochains chocs politiques pouvant aggraver la situation de certains secteurs d'activité, comme pourrait l'être le dévoilement du premier budget du gouvernement Carney, le 4 novembre.

« Les prochains mois et trimestres ne s'annoncent pas particulièrement prometteurs », estiment les experts d'Oxford, en indiquant qu'ils ne voient pas de véritable reprise économique avant 2027. Le maître-mot demeure « incertitude », martèlent-ils.



# USD



## ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

# PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY, qui mesure la performance du dollar américain par rapport à un panier d'autres devises, est passé de 97.77 à 97.78 en septembre. Les prix à la consommation ont augmenté de 2.7% en juillet, soit au même rythme qu'en juin, selon le département du Travail. De son côté, l'inflation dite core, qui exclut l'alimentation et l'énergie, a crû de 3.1% ; c'est sa progression la plus rapide en six mois.

« Il y a des signes de répercussion des nouveaux droits de douane sur les prix à la consommation, mais, à ce stade, ils ne sont pas assez importants pour tirer la sonnette d'alarme », dit Seema Shah, stratège en chef, monde, de Principal Asset Management. Toutefois, avertit-elle, la situation pourrait « se compliquer dans les mois à venir », nombre d'entreprises américaines ayant épuisé leurs stocks et étant maintenant contraintes de se remettre à importer des biens.

Ellen Zentner, stratège en chef, économie, de Morgan Stanley Wealth Management, abonde dans le même sens. L'inflation est appelée à croître aux États-Unis, dit-elle, car les répercussions de la politique protectionniste de la Maison-Blanche vont « continuer de se propager dans l'économie américaine » dans les mois et trimestres à venir. Rappelons que l'administration Trump a instauré en avril dernier un droit de douane minimal de 10% sur presque tous les biens qui entrent aux États-Unis, et que celui-ci peut atteindre 50% en fonction de la provenance du bien.

L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) prévoit une maigre croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis, de 1.8% en 2025 et de seulement 1.6% en 2026. L'an dernier, la croissance avait été de 2.8%. Les experts de l'OCDE estiment que les nouveaux droits de douane et la baisse de l'immigration nette agissent comme des freins majeurs pour la croissance économique du pays, et que plus l'administration Trump pèserait dessus, plus le ralentissement serait prononcé.



# EUR



ZOOM SUR ▼  
L'EURO

# PLUS DE DÉTAILS

La paire EURUSD a vu sa valeur passer de 1.1711 à 1.1734 en septembre. L'inflation dans les 20 pays de la zone euro est restée relativement stable en août, à 2.1%, selon Eurostat. La hausse des prix des produits alimentaires non transformés a été compensée par la baisse des coûts de l'énergie. Pour Riccardo Marcelli Fabiani, économiste du cabinet-conseil Oxford Economics, la baisse des prix des services devrait se poursuivre en Europe, favorisée par le ralentissement de la croissance des salaires. Et les prix des importations devraient également poursuivre leur baisse grâce à l'appréciation de l'euro.

La Banque centrale européenne (BCE) a laissé ses taux directeurs inchangés en septembre, considérant que l'inflation est maîtrisée et que l'économie résiste mieux que prévu à la politique protectionniste de l'administration Trump. Son taux de la facilité de dépôt demeure ainsi à 2%. La présidente de la Banque, Christine Lagarde, a déclaré que la politique monétaire était « bien orientée ». Elle n'a dévoilé aucune indication sur les prochaines décisions, précisant que la Banque « n'est pas sur une trajectoire prédéterminée ».

Cela étant, l'activité économique est atone en Europe. La zone euro a enregistré une croissance de seulement 0.1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. Et l'indice S&P Global auprès des directeurs d'achat, indicateur clé de l'activité économique, s'est établi à 51 en août (les valeurs supérieures à 50 indiquent une expansion de l'activité).

En effet, reconnaît Christine Lagarde, « l'incertitude commerciale perdure, même si elle a diminué d'un cran ». La commission exécutive de l'Union européenne a quelque peu apaisé la tension en négociant un plafond de 15% sur les nouveaux droits de douane américains sur les marchandises européennes importées aux États-Unis. Mais l'accord est fragile, n'étant toujours pas validé par le parlement européen et, surtout, pouvant être rompu du jour au lendemain par le président américain Donald Trump, sous le coup de la colère en cas de désaccord politique majeur avec les instances européennes.



# GBP



## ZOOM SUR ▼ LA LIVRE STERLING

# PLUS DE DÉTAILS

En septembre, la paire de devises GBPUSD a reculé de 1.3545 à 1.3443. Les prix à la consommation ont augmenté de 3.8% en août. Cela signifie que l'inflation est nettement supérieure à l'objectif de 2% que s'est fixé la Banque d'Angleterre.

La flambée des prix concerne surtout les produits alimentaires. Pour expliquer ce phénomène, nombre d'acteurs de la chaîne de distribution alimentaire pointent la hausse des coûts à l'augmentation de 25 milliards de livres sterling (46.7 milliards CAD) par an des cotisations sociales patronales décidée par l'administration Starmer.

Ils affirment qu'ils ne peuvent faire autrement que de transférer la facture aux consommateurs. La Banque d'Angleterre soutient cette position, ayant expliqué que la hausse significative des cotisations sociales patronales agissait bel et bien comme un carburant pour l'inflation.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit que l'inflation va demeurer élevée au Royaume-Uni dans les mois et trimestres à venir. Celle-ci devrait être de 3.5% en fin d'année (le plus fort pourcentage des pays du G7) et de 2.7% à la fin de 2026 ; toujours loin de la cible de la Banque d'Angleterre.

Les experts de l'OCDE estiment également que le resserrement budgétaire du Royaume-Uni – hausse des impôts et réduction des dépenses publiques – devrait peser sur l'économie. Ils anticipent une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1.4% cette année et de seulement 1% l'année prochaine.

Le PIB du Royaume-Uni est tombé au point mort en juillet, selon l'Office for National Statistics (ONS). Cela s'explique surtout par la forte contraction de la production industrielle, de 0.9%. En cause, comme toujours, la prudence des fabricants aux nouveaux droits de douane imposés par l'administration Trump. La plupart des économistes s'accordent pour dire que le ralentissement économique va perdurer au second semestre de 2025.



# CNH



## ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

# PLUS DE DÉTAILS

Le mois dernier, la paire USDCNH a vu sa valeur reculer de 7.1350 à 7.1292. L'indice des prix à la production (IPP) a reculé de 2.9% en août, après une baisse de 3.6% le mois précédent, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Cela signifie, explique Xu Tianchen, économiste de l'Economist Intelligence Unit, que la déflation à la production s'atténue en Chine, et que les efforts de Beijing pour maîtriser la concurrence excessive et les chutes de prix dans les secteurs industriels clés commencent à porter fruit.

La baisse des prix à la production en Chine dure depuis près de trois ans. Elle pénalise les bénéfices des industriels qui doivent également faire face à la faiblesse de la confiance des consommateurs et aux incertitudes liées au bras de fer commercial avec les États-Unis. La guerre des prix prolongée, en particulier dans le secteur automobile, pesait lourdement sur les indicateurs financiers des principaux industriels chinois, et l'espoir pointe à présent que ce poids va aller en s'allégeant.

Cela étant, des nuages noirs demeurent au-dessus de l'économie chinoise. La croissance des exportations a ralenti en août, la brève impulsion apportée par la trêve tarifaire avec les États-Unis s'étant estompée. Cependant, la demande intérieure demeure faible.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a ainsi reculé de 0.4% le mois dernier, alors qu'il avait été stable en juillet, selon le BNS. Ce retour en territoire négatif « reflète la volatilité des prix alimentaires », dit Zichun Huang, économiste, Chine, de Capital Economics. Les prix alimentaires ont chuté de 4.3% en août, contre un recul de 1.6% le mois précédent.

D'où le dévoilement à la mi-septembre de nouvelles mesures adoptées par Beijing en vue de redonner le moral aux Chinois, et par suite, de relancer la consommation. Parmi celles-ci figurent une atténuation du contrôle étatique sur Internet et sur la culture ainsi que l'organisation de nombreux événements sportifs internationaux.



# COMMO



ZOOM SUR ▼  
L'OR

# PLUS DE DÉTAILS

Le prix de l'once d'or a enregistré un bond de 47% en un an, pour atteindre un sommet record de 3 862 USD en septembre. Cette envolée de la « valeur refuge » s'explique essentiellement par la montée continue des incertitudes commerciales et géopolitiques. Ainsi, l'administration Trump a ravivé dernièrement les inquiétudes après avoir annoncé de nouveaux droits de douane agressifs sur les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux.

Un autre facteur explicatif de cette hausse est l'actuelle faiblesse du dollar américain, dont l'image de « valeur refuge » est maintenant sérieusement érodée, estime Daniel Ghali, directeur, stratégie des matières premières, de TD Securities. Nombre d'investisseurs craignent que la vague de nouvelles dettes du Trésor américain et la remise en cause de l'autonomie de la Réserve fédérale (Fed) par l'administration Trump affecte de manière durable la confiance dans le billet vert. À cela s'ajoute une anticipation généralisée d'une prochaine baisse du taux directeur de la Fed, qui vient alimenter l'attrait pour le métal jaune.

Les banques centrales sont devenues un pilier de la demande mondiale d'or. Elles achètent de l'or à un rythme effréné, dépassant les 1 000 tonnes annuelles pour la troisième année consécutive. « Leur objectif est simple : diversifier leurs réserves et se prémunir contre l'instabilité financière », explique un récent rapport de RBC Wealth Management.

Concernant l'avenir, les prévisions de la plupart des analystes demeurent haussières. Pour JP Morgan et Rosenberg Research & Associates, l'once d'or devrait atteindre les 4 000 USD au premier semestre de 2026. Les deux estiment que les incertitudes vont aller en s'aggravant dans les mois et trimestres à venir, et que les banques centrales vont continuer de se porter acquéreuses d'or. Certains spécialistes, comme Goldman Sachs, voient l'or atteindre les 5 000 USD.





## La Chine ouvre l'Arctic Express

Le 20 septembre, un tout premier bateau chargé de près de 5 000 conteneurs a emprunté la route maritime du passage du Nord-Est, dénommée « Arctic Express » par les Chinois. Il est parti de Shanghai pour longer le pôle Nord et arriver à Rotterdam, aux Pays-Bas, soit un parcours de 15 100 km, plus court que le trajet habituel de 19 700 km qui passe par le canal de Suez. Le gain en jours de transport peut se révéler conséquent, ce qui peut rendre les exportations chinoises plus concurrentielles que jamais. À l'avenir, cette nouvelle liaison commerciale devrait être ouverte de la fin de juillet au début de novembre. Elle résulte de la fonte accélérée des glaces dans l'Arctique.

Source : South China Morning Post

Lien : [ICI](#)

## Près de 1 jeune Chinois sur 5 est au chômage

En Chine, le taux de chômage des jeunes urbains a atteint 18.9% en août, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Il était de 17.8% le mois précédent. Le taux de chômage de l'ensemble de la population est de 5.3%. Il s'agit là d'une très mauvaise nouvelle pour Beijing, qui avait pourtant pris le soin de modifier son mode de calcul de cette donnée économique dans l'espoir de l'atténuer : en décembre 2023, le BNS avait arrêté de divulguer cette statistique, qui atteignait alors 21.3%, le temps de revoir sa méthodologie, avait-il expliqué. Peine perdue, les chiffres sont têtus.

Source : Caixin

Lien : [ICI](#)

# AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce document est fourni à titre d'information seulement. L'information présentée est sous forme de résumé et peut-être incomplète. Il est interdit de distribuer, publier, reproduire ce document et/ou son contenu, sans notre permission écrite à chaque instance. Nous n'assumons aucune responsabilité pour les pertes subies par l'entreprise, ses propriétaires, ou toute autre partie et qui résulteraient de la circulation, de la publication, de la reproduction ou du mauvais usage de ce document. Nous nous réservons le droit (mais ne sommes sous aucune obligation) de réviser tous les calculs inclus ou mentionnés dans le présent document et, si nous le croyons nécessaire, d'y apporter des changements qui seraient justifiés par des faits, des tendances ou des conditions existant à la date de la présentation, mais qui nous furent connus subséquemment.

Bien que FINMETRIX ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, FINMETRIX ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document ne vise aucunement à donner des recommandations, conseils, avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin, car il pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. Toute opération financière comporte un certain nombre de risques et de facteurs à considérer. Avant d'agir sur l'information ou d'effectuer une opération, vous devriez étudier attentivement les conditions, évaluer les risques et de déterminer si elle répond aux besoins et objectifs particuliers du client, à son expérience, à ses ressources financières et opérationnelles et toute autre circonstance qui lui est propre.

”  
LA MEILLEURE  
STRATÉGIE  
C'EST D'AVOIR  
UNE  
STRATÉGIE

